

La crise de l'économie
française à la fin de l'Ancien
régime et au début de la
Révolution (2e édition) /
Ernest [...]

Labrousse, Ernest (1895-1988). Auteur du texte. La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien régime et au début de la Révolution (2e édition) / Ernest Labrousse ; préface de Jean-Claude Perrot. 1944.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

E. LABROUSSE

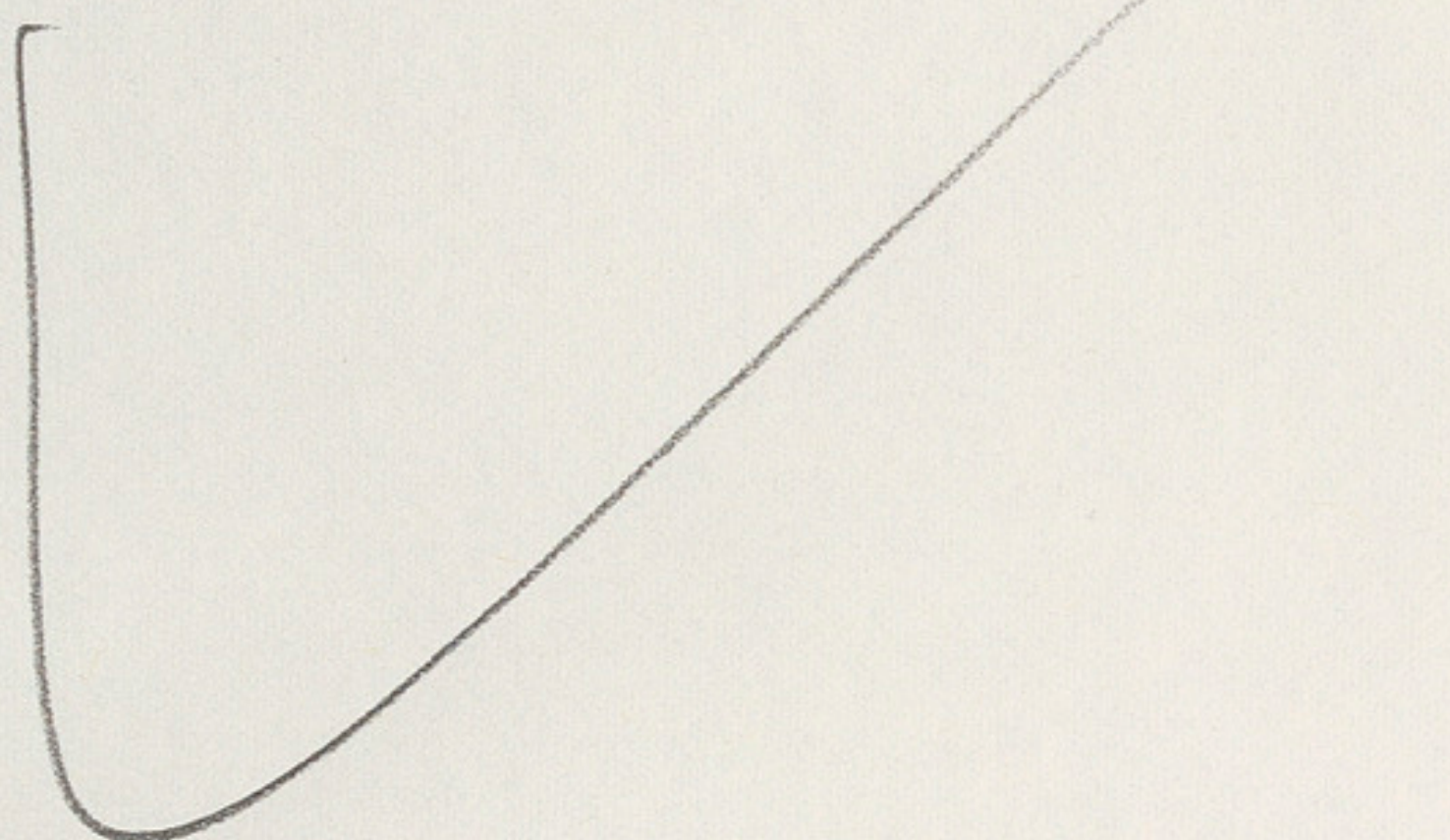
—
LA CRISE DE L'ÉCONOMIE
FRANÇAISE A LA FIN DE
L'ANCIEN RÉGIME ET AU
DÉBUT DE LA RÉVOLUTION





866154

La crise de l'économie française
à la fin de l'Ancien Régime
et au début de la Révolution



8° L^o 1

532

COLLECTION DITO

DL-05 07 1990-19008

ISBN 2 13 043012 0

ISSN 0763-9538

Dépôt légal — 1^{re} édition : 1944, mars

2^e édition : 1990, juin

© Presses Universitaires de France, 1944
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris



PRÉFACE

L'ŒUVRE AU PRÉSENT

C.-E. Labrousse publia *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime...* en 1944, onze ans après l'*Esquisse du mouvement des prix et des revenus...*¹. Que le premier livre ait été destiné aux économistes et celui-ci aux historiens n'importe plus maintenant. Tous les deux ont été reçus après la guerre comme des classiques de l'histoire économique.

Peut-on s'arrêter un instant sur les raisons qui emportent ainsi l'adhésion des lecteurs et confèrent à certaines œuvres valeur de modèle ? On a souligné vingt fois que les livres de C.-E. Labrousse venaient à leur heure. Entreprise peu avant la crise mondiale, achevée lorsque ses conséquences s'apaisaient difficilement, l'*Esquisse*, avec son recul historique propre, relevait d'une urgence intellectuelle contemporaine. Préparée durant les turbulences sociales d'avant-guerre, puis dans l'étouffement d'une défaite propice à l'écartèlement des groupes sociaux, *La crise* reportait ses lecteurs de 1944 vers les temps annonciateurs de la grande Révolution lorsque devint imminente l'aspiration des peuples à la liberté. Les livres d'histoire importants tirent ainsi leur force de l'alliance implicite que l'auteur noue avec son public autour d'un thème. L'incertitude du présent est le meilleur allié de la perception du passé.

Ce n'est pas dire assez. C.-E. Labrousse savait tenir le lecteur en alerte à travers de longues statistiques descriptives. Au sommet de chaque pente, la halte des conclusions apportait l'oxygène

(1) C.-E. Labrousse, *Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle*, Paris, 1933, 2 vol., rééd. Paris, 1984 ; Id., *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution*, Paris, 1944, t. I, seul paru.

de formules rapides, rebondissantes. Nul styliste n'a su rendre plus intelligent, mieux susciter ce mélange de surprise et de familiarité qui définit le plaisir du texte.

Bien sûr, l'originalité de l'analyse où méthode et résultats étaient indissociables, son pouvoir interprétatif qui faisait la clarté sur des données empiriques massives, enfin la complicité culturelle de l'auteur avec deux traditions de savoir : l'économie, l'histoire, tous ces traits qui purent dérouter un moment, sont devenus éléments d'intérêt et de succès. Vingt-cinq ans plus tard l'alliance de l'histoire et de la démographie prendra, sous une forme plus collective, le même chemin.

Les rencontres de disciplines sont fréquentes, il est vrai¹. L'histoire des sciences en a fait son pain quotidien. Nous sommes donc bien avertis que de tels passages sont risqués. Répondre aux questions d'un domaine avec les méthodes élaborées dans un autre champ de connaissances, fût-il limitrophe, rend la démarche boiteuse ou plus vive. Tout dépend de l'art de la greffe.

L'itinéraire d'une vie

Dans l'interview qu'il accorda à C. Charle en 1980, C.-E. Labrousse eut l'occasion d'évoquer son propre chemin intellectuel. Ce fragment d'autobiographie est venu s'insérer tout naturellement dans les *Actes de la Recherche*...² ; la revue de P. Bourdieu accorde en effet une place essentielle à la sociologie de la connaissance. C'est à ce titre qu'on l'évoquera également.

De l'auteur lui-même, apprenons d'abord son intérêt pour l'histoire. Cet attrait de jeunesse s'est aiguisé au contact de l'économie, une discipline qui laisse ouverte l'immense difficulté de son articulation au changement des sociétés. Le défi était tentant pour un lecteur de Marx et de Simiand. Depuis 1924, reconnaît C.-E. Labrousse, « j'étais devenu ou plutôt redevenu historien ».

Lecteur de Marx, oui, mais disciple ? Les convictions socia-

(1) J.-Y. Grenier, B. Lepetit, L'expérience historique. A propos de C.-E. Labrousse, *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, nov.-déc. 1989, p. 1337-1360. Les auteurs m'ont aimablement donné connaissance de ce texte. Leur analyse apporte un contrepoint très intéressant à cette préface.

(2) C. Charle, Entretiens avec Ernest Labrousse, *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, avril-juin 1980, p. 111-125.

listes de l'auteur, nous le savons, s'étaient affirmées par une réflexion éthique : « Marx, disait-il, ne pèse pas lourd dans ma première formation idéologique. »¹ En somme les démonstrations analytiques du *Capital* n'y furent pour rien. Soutiendra-t-on qu'ultérieurement C.-E. Labrousse écrivit une histoire marxiste ? Dans un article récent, P. Saly vient de compter les facettes possibles de cet héritage². Puisqu'il est salubre de penser contre soi, comme C.-E. Labrousse le préconisait avec tant de bons auteurs³, ce bilan mériterait la contre-épreuve : la recension d'une *Esquisse* et d'une *Crise* qui doivent peu à Marx. A mi-chemin des deux exercices, P. Vilar nous a donné naguère l'exemple de ce dialogue fécond avec un auteur qui disait de lui-même : « J'étais à la fois jaurésien, marxiste, marginaliste. »⁴

Par cette assertion jubilante, bonne à réveiller un amphithéâtre, C.-E. Labrousse suggère assez ce qu'il a trouvé chez Marx : une culture économique, celle des *Theorien über den Mehrwert* qui passent en revue les anciens auteurs confrontés jusqu'à Ricardo à l'analyse des sociétés agricoles ; un économiste qui privilégie la dynamique contre la statique des équilibres et se donne une sémantique appropriée à ce dessein, construisant une autre macro-économie que Quesnay, un temps long qui n'est pas celui de Malthus, d'autres « lois » tendanciennes que les classiques anglais ; un sociologue qui renoue avec la théorie du XVIII^e siècle sur les stades de développement des sociétés, mais en disqualifie l'antécédent constant, les progrès de l'esprit humain.

Marx revisité — pendant la préparation de l'*Esquisse* — pose des questions ; il invite à inventer. Son analyse des sociétés capitalistes industrielles n'apporte évidemment pas de réponse convenable à l'économie d'ancien type ; elle ne donne pas même les notions nécessaires à cet effet. Le transfert de concepts (plus-value, profit) serait d'ailleurs bien peu marxiste, en ce qu'il trahirait leur source hégélienne, l'Universel concret, et démentirait leur pertinence historique. On relèvera que C.-E. Labrousse ne

(1) *Ibid.*, p. 119.

(2) P. Saly, *Réflexions sur un héritage, E. Labrousse et le marxisme*, dans A. Daumard, M. Perrot, F. Caron, P. Saly, *Présence d'E. Labrousse*, avant-propos de P. Guillaume, *Association des historiens contemporanéistes*, s.d. (1989), p. 53-101.

(3) Ch. Charle, *op. cit.*, p. 121.

(4) *Ibid.*, p. 113 ; P. Vilar, *Une histoire en construction, approche marxiste et problématiques conjoncturelles*, Paris, 1982.

cite pas Marx dans l'*Esquisse* ou *La crise*, qu'il n'use pas davantage du mode de production féodal ; cet adjectif vient rarement sous sa plume pour caractériser le système des droits seigneuriaux.

En réalité les notions employées dans les deux livres manifestent une triple origine : les catégories de la comptabilité d'entreprise et les inductions de la statistique descriptive du XIX^e siècle (prix, quantités, chiffre d'affaires, coût de revient et bénéfice, etc.) ; un marginalisme réduit à quelques traces puisqu'il est débarrassé de toute théorie spécifique de la valeur et privé de ses constructions analytiques ; enfin de constants emprunts, souvent implicites, mais quelquefois déclarés aux concepts ou aux résultats de l'économie politique française de Boisguilbert à J.-B. Say. Voici en un mot trois sources d'outillage dont la synthèse, parfois délicate, pouvait donner lieu à d'intéressants débats, motiver ici ou là des réserves parmi les historiens des années trente-quarante. Une extrême méconnaissance de l'économie leur en a dissimulé à jamais les enjeux. Le plus fin, le plus intelligent des commentateurs, celui qui introduisit l'auteur dans le cercle historique, G. Lefebvre, n'en souffle mot¹. Mais personne n'ignore que le savoir de chaque discipline est un monolithe, il ne se transporte qu'après des tailles massives.

C.-E. Labrousse, lecteur et disciple de Simiand ? Il fallait sans doute des raisons bien fortes pour avouer un modèle que personne n'acceptait dans les années trente. En effet le positivisme et l'empirisme de cet ancien normalien philosophe étaient également étrangers aux économistes et aux historiens. La célèbre querelle que François Simiand entretint au commencement du siècle avec Charles Seignobos, emblème de Sorbonne, portait sur un éventail de difficultés qu'il faut cependant retenir : l'auteur de *La crise* les a gardées présentes à l'esprit. Elles concernaient la définition des faits primitifs, l'homogénéité des séries de données, la signification des moyennes et de tous les résultats qui n'ont pas pour finalité d'être réels mais vrais, vieille question tout de même depuis Vauban, si l'on songe au statut de l'année commune, du prix courant ou des 4,5 habitants par foyer ! Ajoutons encore à ce

(1) G. Lefebvre, Le mouvement des prix et les origines de la Révolution française, *Annales historiques de la Révolution française*, 1937, p. 289-329 ; Id., La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution, compte rendu dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 1947, p. 168-173.

contentieux l'idée de structure économique, la comparaison des tableaux comme outil de recherche des causalités et plus généralement la nature de l'explication dans les sciences sociales¹.

Sur tous les points cardinaux de ce territoire historique, les deux savants, troublés jusque dans le jardin secret de leurs goûts intellectuels, s'étaient opposés en parfaite méconnaissance réciproque, l'un de la valeur du récit en histoire, l'autre de l'épistémologie des sciences sociales. En dépit de ses termes vieillis le débat n'est pas trivial, même s'il revient parfois à disputer, on l'a dit, des causes de l'incendie par les matières inflammables ou par les allumettes. Il eut bien sûr pour effet de river chaque tribu sur elle-même et de reporter le dialogue aux années trente, à l'ère des *Annales*. Dans l'*Esquisse* et *La crise*, un inlassable plaidoyer méthodologique obéit ouvertement à cette intention nouvelle ; la perdre de vue, ce serait méconnaître l'ensemble du projet. Du reste la précaution n'était pas inutile lorsqu'on voit l'accueil fort critique de H. Hauser après l'*Esquisse*, la cécité parfaite des premiers lecteurs historiens, les réserves de Simiand lui-même dans ses conférences et comptes rendus².

Que C.-E. Labrousse se dise son élève, que le maître lui marchandé la qualité de disciple, voici une deuxième filiation remise à sa place, comme la précédente. L'auteur s'est approprié en effet les leçons très générales de *Statistique et expérience* ; mais *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, publié d'ailleurs lorsque s'achève l'*Esquisse*³, ne pouvait, pas plus que *Le Capital* de Marx, donner le bon modèle des économies préindustrielles. Eût-il existé que son adoption *a priori* ruinait la méthode inductive. Les analyses monétaires de F. Simiand semblaient d'autre part bien peu sûres au moment où la refonte du dernier grand ouvrage d'I. Fisher

(1) Ch. Seignobos, *La méthode historique appliquée aux sciences sociales*, Paris, 1901 ; F. Simiand, Méthode historique et sciences sociales, *Revue de Synthèse historique*, 1903, p. 1-22, 129-157.

(2) H. Hauser, Statisticiens et historiens devant l'histoire des prix, *Revue des cours et conférences*, décembre 1935 - mai 1936 ; F. Simiand, Recherches anciennes et nouvelles sur le mouvement général des prix du xvi^e au xix^e siècle, *Conférences de l'Ecole pratique des Hautes Etudes*, 1930-1932, dact. à la Bibl. nationale, ouvrage imprimé, Paris, 1933 ; cf. aussi le compte rendu de l'*Esquisse* dans l'*Année sociologique*, 1934. Les réserves principales portent sur le mouvement long et sur le rapport prix/production ; en un mot, c'est l'essentiel de la démonstration qui est en jeu.

(3) F. Simiand, *Statistique et expérience, remarques de méthode*, Paris, 1922 ; Id., *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*, Paris, 1932, 3 vol.

(*The theory of interest*) et la publication du premier livre important de Keynes (*A treatise on money*) plaçaient en 1930 ce sujet au centre des débats théoriques. Il en était de même pour le salaire : l'ouvrage de Simiand paraît la même année que celui de J. R. Hicks¹.

Peu important en définitive les inductions de Simiand et leur minime retentissement chez les économistes ou les historiens ; elles ne concernent pas le XVIII^e siècle². Mais C.-E. Labrousse s'est éloigné de son prédécesseur d'une manière bien plus décisive. Il s'est épargné dans l'*Esquisse* toute recherche sur la formation des prix en les tenant pour des données, non des résultats ; il lui fallait des observations d'autant plus strictes ; à cet égard les pesées justes sur des balances fausses ne lui suffirent jamais pour absoudre n'importe quelle source historique. D'ailleurs l'événement atypique reconstruit l'intéressait autant que les données élémentaires répétées. *La crise* est bâtie sur la notion d'un inter-cycle « anormal » qui couvre les années 1778-1791. Et puis l'objet central de sa recherche, la dynamique du produit marchand sur l'évolution des revenus, le conduisait bien davantage à repérer des effets constants en aval qu'à requérir les antécédents les moins substituables. En ce sens la méthode se trouvait renversée. Partout l'auteur a raboté le monument positiviste selon ses besoins³.

Les lectures de Marx et de Simiand n'auront offert que de précieux préalables : une façon de poser les questions historiques, des manières de traiter les sources. Aussi étrangères que ces inspirations demeurent l'une à l'autre, nulle contradiction ne pouvait

(1) I. Fisher, *The theory of interest, as determined by impatience to spend income and opportunity to invest it*, New York, 1930 (traduit en français par P. Coste, Paris, 1933) ; J. M. Keynes, *A treatise on money*, 1930, repris dans *The collected writings of John Maynard Keynes*, Cambridge Univ. Press., 1971 et années suivantes, t. V et VI ; J. R. Hicks, *The theory of wages*, 1932.

(2) Ce n'est donc pas le lieu de commenter le débat poursuivi par M. Lévy-Leboyer et J. Bouvier voici quelques années : M. Lévy-Leboyer, L'héritage de Simiand, prix, profit et termes de l'échange au XIX^e siècle, *Revue historique*, janvier-mars 1970 ; J. Bouvier, Feu François Simiand, *Annales ESC*, septembre-octobre 1973 ; Id., François Simiand, la statistique et les sciences humaines, dans INSEE (éd.), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, 1977.

(3) Les parentés et les différences des démarches de F. Simiand et C.-E. Labrousse sont examinées en détail dans l'article de J.-Y. Grenier et B. Lepetit cité à la note 1, p. 2.

surgir entre elles, elles n'intervenaient pas au même stade des démarches ; elles furent comme les conditions *a priori* de l'histoire labroussienne et elles étaient nées d'un attrait personnel.

Une culture économique

La formation économique universitaire des années 1920, « ce complément culturel inestimable »¹, dessine un horizon plus proche autour de l'*Esquisse* et de *La crise*. Le renouveau de l'économie française au début du xx^e siècle est un fait bien avéré. Schumpeter en a relevé les signes avant-coureurs dans l'œuvre de Landry et d'Aftalion dont C.-E. Labrousse fut l'assistant². Les références de l'*Esquisse* ou de *La crise*, les confidences de leur auteur vont permettre de jalonner cet espace intellectuel que délimitent, au-delà des économistes précédents, à Paris et en province, les cours et les travaux de B. Nogaro, W. Oualid, R. Picard, G. Pirou, J. Rueff et F. Perroux.

L'école classique y faisait toujours l'objet d'enquêtes ouvertes à l'actualité internationale. Sous l'égide des mêmes universitaires (Oualid, Picard, Pirou) parurent en 1933 aussi bien la thèse de C.-E. Labrousse que celle de H. Biaujeaud ; son *Essai sur la théorie ricardienne de la valeur* qui retint ultérieurement l'attention de P. Sraffa, G. J. Stigler, M. Blaug³ lève le voile sur des conférences d'agrégation et de doctorat où l'on évoquait simultanément l'histoire économique des xviii^e-xix^e siècles — avec les travaux de Tooke et Newmarch — et le *Corn model* de Ricardo établi dans l'*Essai sur l'influence du bas prix du blé sur les profits des capitaux*.

D'autre part l'analyse économique contemporaine s'appuyait sur la synthèse désormais traditionnelle d'Alfred Marshall ; ses *Principles* avaient été traduits en 1906-1909. Le marginalisme autrichien, celui de Menger et L. von Mises (que C.-E. Labrousse évoque dans *La crise*), les travaux de Jevons, ceux de Walras avaient acquis droit de cité. G. Pirou s'intéressait beaucoup au successeur du maître de Lausanne, Vilfredo Pareto, accessible en

(1) C.-E. Labrousse, *La crise...*, p. 168.

(2) J. A. Schumpeter, *History of economic analysis*, Oxford Univ. Press., 1954, trad. franç. *Histoire de l'analyse économique*, Paris, 1983, 3 vol., t. III, p. 132.

(3) Cette thèse a été récemment rééditée : H. Biaujeaud, *Essai sur la théorie ricardienne de la valeur*, avant-propos de G. Abraham-Frois, Paris, 1988.

français dès 1909¹. Enfin l'enseignement national, avec l'aide de la *Revue d'Economie politique*, avait emprunté des voies spécifiques : depuis 1905 notamment, les problèmes monétaires et la théorie des prix². A. Aftalion qui s'était d'abord tourné vers Sismondi et l'étude des crises de sous-consommation, puis vers les fluctuations industrielles, revint en son âge mûr à l'analyse dans *Monnaie, prix et change*³. Alternative assez typique : les économistes de cette génération ont souvent joint à la théorie le contrepoint des travaux empiriques et historiques. R. Picard avait travaillé sur les anciennes théories du salaire ; Nogaro et Oualid sur l'évolution du commerce et du crédit⁴.

D'ailleurs Paris conservait une place éminente dans l'étude de la conjoncture. C.-E. Labrousse s'est emparé d'une telle tradition. A l'origine de ces rencontres économie-histoire prennent place les anciens ouvrages de Briaune, mieux connu des Allemands que des Français (Bergmann les évoque dans son histoire des théories du cycle)⁵. Briaune, comme son contemporain Tooke et plus tard Jevons, soulignait le poids des bonnes et mauvaises récoltes sur le rythme du revenu national. Mais à partir de Cl. Juglar en 1862, c'est la crise de l'économie industrielle qui retint dorénavant les contemporains⁶. La nouveauté de cet

(1) A. Marshall, *Principes d'économie politique*, trad. de Sauvaire-Jourdan et Bouysny, Paris, 1906-1909 ; G. Pirou, *Les théories de l'équilibre économique : L. Walras et V. Pareto*, Paris, 1934.

(2) A. Landry, *L'intérêt du capital*, Paris, 1904 ; E. Dolléans, *La monnaie et les prix*, Paris, 1905 ; B. Nogaro, Contributions à une théorie réaliste de la monnaie, *Revue d'Economie politique*, octobre 1906 ; A. de Foville, *La monnaie*, Paris, 1907.

(3) La thèse d'Aftalion publiée en 1899 porte sur *L'œuvre économique de Simonde de Sismondi* ; on évoquera dans un instant ses travaux sur la conjoncture ; ses contributions monétaires figurent dans *Monnaie, prix et change*, Paris, 1927 ; enfin dans *L'or et sa distribution mondiale*, Paris, 1932, il adopte sur les prix monétaires l'optique du revenu issue de Tooke et se range parmi les adversaires du quantitativisme.

(4) R. Picard, Etude sur quelques théories du salaire au XVIII^e siècle, *Revue d'Histoire des Doctrines économiques et sociales*, 1910 ; B. Nogaro et W. Oualid, *L'évolution du commerce, du crédit et des transports depuis cent cinquante ans*, Paris, 1914.

(5) C.-E. Labrousse cite Briaune, *Des crises commerciales, de leurs causes et de leurs remèdes*, Paris, 1840. Ce dernier est l'auteur d'un second ouvrage : *Du prix des grains, du libre-échange et des réserves*, Paris, 1857. Sur ce point, cf. Eugen von Bergmann, *Die Wirtschaftskrisen, Geschichte der National-ökonomischen Krisentheorien*, Stuttgart, 1895 (cité par C.-E. Labrousse).

(6) Cl. Juglar, *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis*, Paris, 1862. Schumpeter a souligné le talent et la maîtrise de l'auteur.

objet d'étude a confirmé C.-E. Labrousse dans l'idée que venait alors de s'achever la longue période d'économie intermédiaire — les deux premiers tiers du XIX^e siècle — où le dynamisme conjoncturel agricole le dispute toujours au moteur industriel ; il y puisa également une attention redoublée aux effets des retournements cycliques.

Les livres de Lescure en 1906 et d'Aftalion en 1913 relevaient de la même tradition. Notons que les deux auteurs ont répugné aux explications monétaires du cycle et aux causalités simplifiées. Lescure portait l'accent sur les écarts entre le mouvement des prix et ceux de la masse monétaire ; Aftalion relevait les effets saccadés des vagues d'investissement et l'engorgement périodique de l'offre de biens¹.

Avec les enquêtes parallèles de Simiand, tous ces travaux manifestent cependant un accord général qui concerne la morphologie des mouvements économiques des plus courts aux plus longs, leurs origines pluricausales, le rôle des décalages entre secteurs productifs, l'individualité historique des fluctuations majeures. Ces résultats de pure forme n'ont-ils pas valeur d'hypothèse quelle que soit la période étudiée ? C'est bien à ce titre qu'ils apparaissent chez C.-E. Labrousse. Dans les années vingt, Schumpeter l'a remarqué, cette opinion était d'ailleurs internationalement partagée. Les auteurs anglo-saxons cités à travers l'*Esquisse* et *La crise* ne lui apportent aucun démenti, des plus anciens Tooke et Newmarch au plus récent Abott P. Usher, en passant par Jevons, Cunningham, Beveridge.

Comment imaginer d'autre part que C.-E. Labrousse ait pu ignorer l'économie historique allemande dont les intentions, voire les résultats, convenaient si bien à son propos ? Effectivement ses œuvres se réfèrent aux travaux des pionniers B. Hildebrand, W. Roscher, K. Knies, comme à la deuxième génération, celle de G. von Schmoller et de ses disciples. On a cru longtemps, certes, que les économistes français s'étaient tenus éloignés d'eux. Pure méprise, les investigations récentes d'Y. Breton le montrent bien², et c'est à la faculté que C.-E. Labrousse les a rencontrés.

(1) J. Lescure, *Des crises générales et périodiques de surproduction*, Paris, 1906 ; A. Aftalion, *Les crises périodiques de surproduction*, Paris, 1913, 2 vol.

(2) Y. Breton, Les économistes français et les écoles historiques allemandes, rencontré entre l'économie politique et l'histoire, *Histoire, Economie et Société*, 1988, n° 3 ; parties prenantes au débat entre autres : R. de Fontenay, H. Baudrillart, Leroy-Beaulieu, Molinari, Turgeon, Cauwès, E. Levasseur.

La traduction des *Principes d'Economie politique* de W. Roscher par L. Wolowski¹ avait suscité dès 1858 une controverse dans le *Journal des Economistes* qui préfigurait parfois le *Methodenstreit* de Schmoller et Menger. Dès lors les libéraux et leurs adversaires, pour une fois confondus, poursuivront, comme outre-Rhin, l'examen comparé des démarches économiques et historiques. En raison de sa valeur emblématique, retenons le truchement équilibré d'E. Levasseur, l'ancien élève de W. Roscher à Leipzig, si bien connu de Labrousse.

L'auteur de *La crise* a souligné lui-même la parenté épistémologique qui le rapprochait de l'école allemande². D'un mot, il s'agit d'envisager la loi économique comme une catégorie historique dont la validité temporelle reste à cerner chronologiquement. Pour y parvenir les travaux empiriques des historistes, leur recherche de séquences classées dans l'évolution des sociétés — elle était empruntée à l'influence de juristes comme Savigny —, l'idée, très acceptable en France dans la perspective positiviste³, d'étudier les sociétés comme le monde physique constituaient autant de voies partagées. Le plan général de *La crise* se modèle du reste sur la nomenclature usuelle de W. Roscher : production, circulation, revenu et population ; le traitement monographique des vignobles en difficulté avant 1789 relève de la méthode de G. von Schmoller.

Enfin, comme les Allemands, C.-E. Labrousse a porté une grande attention à la statistique officielle du XIX^e siècle. L'histoire intellectuelle y décèle, à leur point d'arrivée, de longues pratiques d'enregistrement numérique pour lesquelles la science camérale, ici les enquêtes des contrôleurs généraux des finances puis les Mémoires des préfets, avaient avancé des programmes homogènes. Le privilège accordé depuis l'*Esquisse* aux relevés publics sur les sources privées s'en trouve justifié ; il autorise toutes comparaisons

(1) Il s'agit de *Grundlagen der Nationalökonomie*, 1854 ; l'ouvrage en est à la 26^e édition en 1922.

(2) C.-E. Labrousse, *La crise...*, p. 169. Sur ce sujet, voir B. Hildebrand, *Die Nationalökonomie der Gegenwart und Zukunft*, 1848, nouv. éd. 1922 ; de même ses positions exprimées dans *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1862, n° 1 ; K. Knies, *Die Politische Ökonomie vom Standpunkte der geschichtlichen Methode*, Braunschweig, 1853, nouv. éd. augmentée 1883.

(3) Sur ce point, cf. A. Kremer-Marietti, *Le concept de science positive ses tenants et ses aboutissants dans les structures anthropologiques du positivisme*, Paris, 1983, notamment p. 180 sq.

pour des types constants d'information ; maintes fois le XIX^e siècle, plus sûr, servira à caler les estimations de rendements agricoles ou les consommations populaires.

Pour cet aller et retour XVIII-XIX^e siècle qui suppose un doigté presque musical, une perception fine des sonorités temporelles, C.-E. Labrousse devint grand connaisseur de la Statistique de la France, lecteur assidu du *Journal de la Société de Statistique de Paris*, du *Bulletin de l'Institut international de Statistique* ; il a pratiqué les études d'Ernst Engel, le directeur du bureau de la statistique prussienne, les travaux de Moreau de Jonnés, Des Cilleuls, Foville, Levasseur, Zolla et tout près de lui ceux d'A. Sauvy. Il connaissait bien les efforts d'E. Cheysson pour réhabiliter Le Play et ses disciples auprès des statisticiens officiels, ceux des sociologues, Halbwachs, le Suédois G. F. Steffen, sur les salaires et les budgets. Avec l'aide de L. March et les études du B.I.T, il était averti des difficultés propres aux indices du coût de la vie¹.

Impossible d'isoler en vérité cette formation intellectuelle de l'atmosphère internationale des années vingt. Les premiers travaux de N. D. Kondratieff datent de 1922, ceux de Kitchin de 1923. Partout dans le monde, au même moment, des institutions productrices d'énormes données font espérer une nouvelle alliance entre l'économie et la statistique : le *National Bureau of Economic Research* et les travaux de W. C. Mitchell, l'*Institut für Konjunkturforschung* et ceux de Wagemann. A travers l'écart de temps et de lieu, les livres de Labrousse s'accordent à ce diapason. Mais l'aisance du savoir économique, que F. Caron soulignait récemment encore, s'est mise ici au service de l'Histoire².

L'Esquisse et La crise, œuvres d'histoire ?

Depuis longtemps sociologues ou épistémologues réfléchissent au transfert de méthodes et de résultats entre disciplines³. Un

(1) L. March, Les modes de mesure du mouvement général des prix, *Metron*, 1921 ; B.I.T, *Méthodes d'établissement des nombres indices du coût de la vie*, Genève, 1925.

(2) F. Caron, Ernest Labrousse et l'histoire économique, dans *Présence d'Ernest Labrousse*, op. cit., p. 21-52.

(3) Récemment encore B. Latour est revenu sur ce thème qui lui est familier ; on en trouve un résumé commode dans Le grand partage, *La Revue du Mauss*, 1988, 3^e trimestre, p. 27-64.

passage réussi suppose que le transfuge fasse preuve de compétences reconnues dans sa patrie d'accueil. Les longues bibliographies historiques de C.-E. Labrousse ont répondu à ce souci. Mais encore. Comment contraindre l'attention d'un nouveau public ? Il fallait parler sa langue, en l'occurrence celle des sources d'archives.

L'auteur a entrepris une immense recherche dans les dépôts parisiens et départementaux. Il fut sans doute le premier à posséder une vision nationale des papiers d'intendance et du courrier de chaque généralité avec le contrôle général des finances. De purs économistes auraient acheté comptant toutes ces données sans en vérifier la qualité et la portée. La critique déductive externe au document ne suffit-elle pas à en redresser les erreurs ? C'est le point de vue qui sera fréquemment retenu plus tard par les auteurs de *l'Histoire quantitative de l'économie française*, si l'on excepte T. J. Markovitch¹.

Une autre démarche avait été employée en 1933 et 1944. L'établissement des séries numériques est précédé de l'histoire des collectes. Les intentions des autorités : c'est-à-dire le plus souvent le souci d'ordre public, le besoin fiscal ou le contrôle de l'excédent commercial extérieur ; puis les difficultés des commis au bas de l'échelle, subdélégués, inspecteurs des manufactures, placés à l'intersection des volontés politiques versaillaises et des coutumes économiques floues des populations ; enfin l'immense bilan préparé dans les bureaux des intendants ou du contrôle général, chacun de ces minutieux exposés constitue d'abord une leçon de pratique statistique. Tous ensemble ils amarrent ensuite l'économie à l'ordre administratif. La crise de subsistance en effet n'est pas seulement un événement de la production agricole, c'est une défaite de la régulation publique ; les sources chiffrées identifient les deux niveaux simultanément.

Voici par conséquent une approche toute historique ; elle s'attache aux interdépendances entre l'économie pur, le social, l'institutionnel sans passer à la trappe quoi que ce soit « d'exogène » ; certes elle décomposera ultérieurement par l'analyse ; de ces données pâteuses, mises en forme par une statistique simple,

(1) J. Marczewski, *Introduction à l'histoire quantitative*, Genève, 1965 ; les travaux eux-mêmes forment quinze volumes publiés dans les cahiers de l'ISEA, devenu ISMEA. Dernier volume paru : J.-Cl. Toutain, *Le produit intérieur brut de la France de 1789 à 1928*, 1987, cf. p. 45, la bibliographie complète.

la démarche *inductive* tirera raison, à tout le moins interprétation.

Cette vieille méthode des historiens, si commune dans les années trente que ses difficultés éventuelles n'étaient plus aperçues, fait ici l'objet de réflexions détaillées. Si l'auteur parvient à se faire entendre, c'est pour avoir « durci » en quelque sorte la démarche spontanée de ses lecteurs. Par là, le débat des philosophes sur le fondement de l'induction force subrepticement la porte du positivisme, la seule qui soit accessible en histoire avant l'arrivée des trouble-fête, R. Aron ou les herméneuticiens¹. C.-E. Labrousse en a tiré « les effets d'exactitude, de vérité, de rationalité » pour reprendre les termes de B. Latour, qui peuvent accréditer de nouvelles recherches ; encore devaient-elles être strictement proportionnées à la capacité d'écoute.

Dans la première partie de *La crise*, le livre II s'intitule « Méthode et objet de l'histoire des fluctuations économiques ». Cette synthèse, pour l'historien, des démarches de l'*Esquisse* comprend : 1) Une réflexion sur la signification des moyennes et des indices ; 2) L'énoncé des temps de la conjoncture (la saison, l'année, le cycle, la tendance) définis par des écarts statistiques aux moyennes sans être lestés *a priori* d'une explication économique ; enfin 3) La liste des tests entre séries (contrariété, continuité, amplitude ; concordance et discordance) qui fondent l'interprétation. Ce cheminement qui part de données : prix, chiffre d'affaires, coûts de production, etc., pour aboutir aux mécanismes de la formation du revenu selon les catégories sociales, tire sa force du volume des observations primaires. C.-E. Labrousse insiste donc à juste titre sur les grands nombres, leur aptitude à contenir les erreurs et les variations aléatoires dans des limites négligeables. Il est d'autant plus remarquable qu'il ait refusé l'approximation probabiliste et la recherche d'intervalles de confiance, alors que les premières méthodes en remontent à Laplace, précisément à la fin du XVIII^e siècle².

(1) Sur la persistance du débat parmi les économistes, cf. A. Mingat, P. Salmon, A. Wolfelsperger, *Méthodologie économique*, Paris, 1985, spécialement les chapitres 3 à 5. Rappelons que la première édition de l'*Introduction à la philosophie de l'histoire, essai sur les limites de l'objectivité historique* de R. Aron date de 1938.

(2) Voir un aperçu historique de la question dans le recueil collectif, *L'à peu près, aspects anciens et modernes de l'approximation*, Paris, 1988 ; spécialement B. Bru, « L'à peu près et l'à fort peu près au temps de Laplace », p. 93-103.

Voici un choix certainement délibéré, à l'intention du profane¹. D'ailleurs le compte rendu de *La crise* dans la *Revue d'Economie politique* regrettera, au milieu de ses éloges, l'absence de référence à la loi probabiliste, il déplorera que le titre de l'ouvrage, pour satisfaire le public (historien ?), ait pris le terme de « crise » « dans son sens populaire », pour « sa valeur d'appel psychologique »². Encore un indice parallèle : souligner la proximité des moyennes arithmétiques non pondérées avec la « moyenne concrète », la plus proche en somme des impressions vécues, relève bien de la même stratégie. Comment un lecteur du *Journal de la Société de Statistique de Paris* pourrait-il sans arrière-pensée feindre d'ignorer l'affinement théorique de ce problème depuis Quetelet et Bertillon jusqu'au *Cours* d'Aftalion, quand il se borne à évoquer un article de J. Lhomme ?

Cet exemple fait cependant pressentir une intention qui dépasse la bienveillance de l'auteur envers son lecteur ; une méthode s'annonce, parmi d'autres, pour explorer les chemins de traverse prix-revenus-société. En réalité C.-E. Labrousse n'abandonne jamais cette interface économie-histoire ; les démarches des deux disciplines se croisent constamment, et comme la portée des résultats en dépend, il faut saisir cette double empreinte à sa source dans l'*Esquisse*.

Un détour visible y écarte l'ordre de l'exposition, de la logique de la découverte.

D'emblée l'auteur collecte sous nos yeux des séries de prix : les céréales nobles ou populaires, les principaux produits de l'élevage, les matières premières et grands objets artisanaux ; chacune d'entre elles est saisie, avec les archives officielles disponibles, de quelques points de vente à plusieurs centaines de marchés. Puis viennent les taux des divers types de rentes : celles des décimateurs, des seigneurs, des propriétaires fonciers de toute envergure, le profit du fermier, du métayer ; enfin les taux du salaire nominal ouvrier repérés à travers le meilleur choix possible d'archives communautaires (couvents, hôpitaux). La conversion générale en

(1) C.-E. Labrousse, *La crise...*, op. cit., p. 193 : « Il n'est nullement indispensable pour les besoins courants de l'histoire économique de pratiquer le calcul des probabilités... » ; même absence dans les rubriques du glossaire : Compensation, Dilution des erreurs, Dispersion statistique.

(2) Compte rendu de *La crise...* sous la plume de Louis Baudin, *Revue d'Economie politique*, 1946, p. 238-240.

indices exhibe le mouvement, des concordances, des écarts d'amplitude, enfin les contrariétés de tendance entre rentes, salaires et prix. A l'issue de cette enquête, la précarité du salaire réel des manœuvres s'inscrit en violent contraste avec les autres revenus, spécialement les plus prestigieux, la rente ecclésiastique ou seigneuriale.

La décomposition des mouvements selon leur rythme séculaire, cyclique, saisonnier trouve alors rétrospectivement sa finalité. Elle permet d'articuler la montée des contradictions sociales inscrites de longue date dans le mouvement séculaire, martelées durant les maxima cycliques des prix, exaspérées à la soudure saisonnière. A l'horizon de l'*Esquisse*, 1789, l'année des hausses cumulées justifie d'avance un prochain livre : *La crise*.

Observer, décrire « sans *a priori* » : l'empirisme spontané du travail historique aurait donc trouvé ici, dans un ordre d'exposition qui se suffit à lui-même, une éclatante preuve de fécondité. C'est bien ainsi qu'on l'a reçu. Une lecture plus attentive montre qu'il n'en est rien. Mille indices au fil des pages, un chapitre final intitulé « Aperçu... de l'influence du mouvement des prix et revenus sur les doctrines économiques... » invitent à remonter de l'exposé à la découverte. Ce chassé-croisé passe au carrefour de l'histoire avec l'économie. Aussitôt apparaissent les jeux d'hypothèses analytiques qui peuvent valider les conclusions et les résultats déjà acquis par l'économie politique du XVIII^e siècle dont l'auteur entreprend en somme la vérification.

Au titre des conditions requises, la plus lourde revient à admettre que la France du XVIII^e siècle vit dans un régime exclusif d'économie marchande où les prix publics révèlent l'offre et la demande dans toute leur étendue. Vraie sur le marché artisanal, moins claire pour les subsistances — l'autoconsommation, le troc approximatif, l'économie souterraine des campagnes occupent une part inassignable —, cette proposition devient osée lorsqu'il est question par exemple du mouvement des salaires, puisqu'au bas de l'échelle la rémunération monétaire n'est généralement qu'un surplus ajouté au vivre, parfois au couvert ou aux prestations de services les plus variées. Admettons qu'il y ait là un indice, imparfaitement proportionnel cependant, du gain réel. D'autres conditions restent nécessaires pour que l'évolution numérique garde sa valeur d'un bout à l'autre de la période.

Ainsi la constance de l'ordre monétaire : elle est acquise

depuis 1726 ; la permanence de la productivité, mais elle est aisée à plaider, du moins pour l'agriculture ; il faut encore supposer des transports à peu près stationnaires, une législation douanière sans grand effet, en dépit de la libéralisation de 1763-1764, etc. Alors les variations relatives des prix, par exemple, prendront sens comme reflet des tensions à la marge entre le produit et ses débouchés intérieurs, même en l'absence de données sur la production, la consommation, les reliquats, le solde en nature de la balance¹, et même en dehors d'hypothèse sur le niveau général des prix. Les fluctuations dans le cycle et la longue durée, dont il est impossible de rendre un compte économique satisfaisant, auront acquis la consistance que l'interprétation sociale requiert en termes de revenus. Si les prix céréaliers par exemple commandent à la production dans un *trend* de hausse et induisent des revenus croissants, la liaison se renverse dans le cycle et le mouvement saisonnier : c'est la demande solvable qui fait la loi et creuse l'écart des positions sociales.

Dès l'*Esquisse*, entre une Révolution de 1789 qui aurait éclaté dans la prospérité et une Révolution de la misère, entre Jaurès et Michelet, l'arbitrage est rendu par l'emboîtement des temps économiques qui identifient une rupture de croissance. Mais ce résultat repose sur des hypothèses fortes. Nulle confirmation macro-économique tirée de grands agrégats n'a pu étayer la moindre répartition évolutive du revenu national par groupes sociaux ou par tête. Conduite dans l'optique de catégories fonctionnelles : le propriétaire rentier, le fermier exploitant, le manœuvre, déduite des taux de variation de l'indice du prix, de la rente, de la partie monétaire du salaire, la recherche révèle seulement des propensions, des « lois » tendanciellles offertes à la contradiction.

On invoquera l'absence irrémédiable de données qui interdit d'autres accès. Oui, l'objection est forte, mais elle ne peut dissimuler un choix de méthode opéré avant les investigations empiriques. C'est la voie de l'Arithmétique politique et de la comptabilité qui s'en trouve récusée au profit d'une autre tradition du XVIII^e siècle, celle de l'Economie politique. Voici le moment d'évoquer brièvement la deuxième source qui nourrit les décou-

(1) Cf. *Esquisse...*, t. I, p. 117 sq.

vertes de C.-E. Labrousse et donne à leur logique un itinéraire si différent de l'ordre d'exposition.

Dans la bibliographie de l'*Esquisse*, l'auteur avait averti le lecteur attentif : les économistes du XVIII^e siècle « ne traitent qu'accessoirement la question des prix et des revenus, tout en présentant parfois un intérêt essentiel pour leur étude »¹. Dans le cours de l'ouvrage, quelque deux cent trente références aux vieux auteurs incitent quand même à trier cet accessoire et cet essentiel.

Au rang des sources auxiliaires figurent évidemment les données des ancêtres statisticiens : Vauban, Dupré de Saint-Maur, Messance, Moheau, Expilly, les collecteurs de la *Gazette d'Agriculture* ou des *Ephémérides*, l'admirable trio des années difficiles Tolosan, Lavoisier, Arnould et leur ami Arthur Young. Ce savoir venait d'enquêtes privées, d'informations tirées de correspondances amicales, de copies officielles dans le meilleur des cas. C.-E. Labrousse y a puisé en passant tel ou tel renfort infinitésimal, il a retrouvé quelques convergences numériques, mais ces matériaux épars, dévalorisés par la documentation directe, étaient en effet bien superflus.

Les notions et les fragments d'analyse élaborés par les premiers statisticiens constitueront à l'inverse des outils efficaces soigneusement réutilisés dans l'*Esquisse*. Quelques exemples. Avec ses « Variations sur le prix de diverses choses pendant le cours des cinq derniers siècles », la publication de la mercuriale blé-avoine de Rozay-en-Brie (1596-1745) et ses parallèles franco-anglais, Dupré de Saint-Maur, certes, n'a pu identifier le mouvement séculaire du XVIII^e siècle, tout juste amorcé², mais il invente l'étude des divergences de prix entre céréales pendant les chertés. C'est l'un des axes de l'*Esquisse*. Parfois aussi les constructions de la statistique ancienne sont directement réemployées ; l'établissement des budgets populaires, de Vauban à Lavoisier, est nécessaire à la conversion du salaire nominal en salaire réel. La contrariété cyclique des prix céréaliers avec la production textile n'est pas le résultat de démarches inductives à la Simiand, c'est le

(1) *Ibid.*, t. II, p. 654.

(2) Les « Variations » sont annexées à N. F. Dupré de Saint-Maur, *Essai sur les monnoies ou Réflexions sur le rapport entre l'argent et les denrées*, Paris, 1746, pagination séparée 1 à 188.

modèle de Messance qui se trouve soumis dans l'*Esquisse* à une épreuve de confirmation-réfutation.

Chemin faisant, nous comprenons mieux « l'intérêt essentiel » que C.-E. Labrousse attachait aux auteurs du XVIII^e siècle. Ils lui fournissent un corps d'hypothèses. A ce titre les économistes s'avèrent encore plus précieux que les statisticiens. Une longue tradition de recherche, bien naturelle dans un grand royaume rural et marchand, les a conduits à élaborer précocement l'analyse des fluctuations périodiques céréalières, de leur effet sur la consommation, l'emploi et les revenus. Et la collecte irréprochable de C.-E. Labrousse retient tous les auteurs décisifs : Boisguilbert, l'agrarien Herbert, les physiocrates Quesnay, Baudeau, Dupont de Nemours, leurs contradicteurs Forbonnais, Necker, enfin Turgot ou J.-B. Say.

Cette familiarité avec les premiers pèlerins de l'économie politique n'est assurément pas sans exemple. A la même époque, G. Weulersse, P. Harsin pouvaient rivaliser et l'emporter si l'on veut, mais leurs objectifs d'histoire intellectuelle étaient autres. Ici le texte économique est extrait de sa forteresse logique, ses déductions sont rétrogradées au rang d'hypothèses ou de protocoles expérimentaux. L'économie politique du moment dira ce qu'on cherche mais elle prendra le risque de ne pas avoir trouvé ce qu'on cherchait. Le dernier chapitre de l'*Esquisse* montre cependant que le pari a été largement gagné.

Mettons de côté les considérations fiscales et financières du XVIII^e siècle, dans lesquelles la vigueur analytique serait en somme abâtardie, aux yeux de Labrousse, par les préjugés politiques : ceux des Lumières qui instruisent le procès de la monarchie plutôt que de spécifier les causes économiques du malaise ; ce dossier d'enquête ne sera d'ailleurs jamais ouvert pour lui-même dans l'*Esquisse* ou *La crise*.

Reste l'essentiel. D'abord une économie qui place la formation des richesses sous la dépendance de leur circulation et de leur répartition, accordant de ce fait aux prix de marché un rôle pivotale comme signe, facteur et conséquence¹. Puis viennent l'identification du cycle agricole (de huit à onze ans) et le mécanisme de la crise d'ancien type. L'analyse en figure chez Bois-

(1) P. Vilar, dans *Une histoire en construction...*, op. cit., p. 13 à 86, a montré la portée analytique de ces trois points de vue successifs.

guilbert — dans le *Détail de la France* et le *Traité sur la nature... des grains* ; elle sera tout juste retouchée par Herbert, Dupré de Saint-Maur et Messance. On y retrouve l'ensemble des propositions que l'*Esquisse* a ratifiées : la hausse différentielle des prix, la substitution des produits populaires aux nourritures nobles qui fait aller dans le même sens les prix et la demande de seigle ou de sarrasin, les reports de consommation en cascade selon l'élasticité des besoins, la sous-consommation industrielle ; la grève du paiement des fermages et des rentes, une hypothèse que C.-E. Labrousse n'a pas retenue, sans doute faute de preuves, mais qui aurait été décisive pour nuancer la contrariété des revenus. On y voit encore comment s'opère le retour cyclique des petits prix à la première rémission atmosphérique : la cherté, incitant à redoubler d'efforts (des emblavures, des labours plus profonds, des cultures dérobées), prépare les bonnes récoltes futures. La stratégie paysanne entretient d'elle-même les oscillations prix-production. C.-E. Labrousse qui n'a pas à rendre compte des fluctuations, simples variables explicatives des revenus, laisse bien naturellement ce segment d'analyse en suspens.

Par contre, chez Quesnay (en particulier dans l'article « Grains » de l'*Encyclopédie*) et Dupont de Nemours (*De l'exportation et de l'importation des grains*) l'auteur recueille des propositions capitales : les principes de la comptabilité agricole¹, l'amplification à la baisse comme à la hausse du rapport bénéfices / chiffre d'affaires, sous l'effet des variations prix-quantité et des frais fixes, la distinction entre le coût fondamental du vendeur et le prix commun de l'acheteur. Necker alimente aussi l'*Esquisse* et trace une voie importante de *La crise* en analysant les rapports entre l'information et la spéculation sur les marchés saisonniers, la panique des consommateurs, génératrice de leurs propres anticipations, etc.

Ainsi depuis deux siècles, tous ces matériaux analytiques, d'autres encore, sont accessibles, mais il fallait les reconnaître, apprécier leur pertinence, imaginer leur articulation. C'est bien en cela que réside une découverte dont le dernier chapitre de

(1) Sur la théorie des chertés, cf. J.-C. Perrot, L'analyse dynamique des crises au XVIII^e siècle, dans *La France d'Ancien Régime, Etudes réunies en l'honneur de P. Goubert*, Toulouse, 1984, 2 vol., p. 543 sq. ; sur la comptabilité, cf. Id., La comptabilité des entreprises agricoles dans l'économie physiocratique, *Annales ESC*, 1978, p. 559 sq.

l'Esquisse et l'introduction générale de *La crise* masquent la portée avec un ironique plaisir. A ce stade de l'œuvre en effet une confirmation d'ensemble est déjà acquise grâce aux données numériques. Il est permis désormais de renverser la méthode, d'authentifier les théories économiques du XVIII^e siècle comme des produits d'époque, de purs reflets des réalités positives. Et certes leur examen de passage fut un succès ; elles avaient toutefois fourni le sujet. A ce double titre, elles font retour dans le passé et elles peuvent quitter maintenant l'horizon de la recherche. Jamais l'art du syncrétisme entre disciplines n'aura été mieux maîtrisé. Livres d'histoire par la courbe de l'exposé, les œuvres de C.-E. Labrousse appartiennent à l'économie pour la logique de l'invention. Et si l'essentiel de l'héritage repose en ce message implicite, d'une si forte actualité, il importe moins finalement que *La crise* demeure inachevée.

La crise, un modèle de science sociale

Du projet de 1944, demeurent un plan laconique, une introduction générale, des réflexions de méthode et leur application au secteur viticole. Les deux tiers du livre sont consacrés à cet exercice de virtuosité où toutes les difficultés se trouvent réunies. Qui saura en triompher traiterait aisément des autres secteurs productifs par les mêmes voies. En effet les données publiques s'avèrent particulièrement courtes et lacunaires. La céréale était simple, le vin est sophistiqué. Le produit est toujours hétérogène, la carte propose, hier comme aujourd'hui, des piquettes et des grands crus ; on les tient dans des futailles d'une métrologie déroutante. Les caprices du ciel affectent en même temps quantités et qualités. Le vigneron est un cultivateur qui crée un produit net, un éleveur qui valorise des stocks, à la limite un notable négociant : autant de types de revenus. Une ligne floue sépare fréquemment le propriétaire et l'exploitant métayer ; la belle simplicité des baux fermiers disparaît et même s'il reste de grandes régies ecclésiastiques ou seigneuriales, elles ne parlent pas du breuvage quotidien, mais des grands vins. Enfin de toutes les denrées, celle-ci est la plus voyageuse ; dans les villes, pour des qualités voisines, le prix enregistré au marché inclut des frais de transport dissemblables qui sous-entendent des tarifs variés à la

production et des revenus différents. De fortes exportations, ciblées sur des qualités et des provenances spécifiques, brouillent le mouvement des prix en juxtaposant un marché de gros au détail, en confrontant une offre locale à une demande qui peut être, en part variable selon les années, régionale, nationale ou européenne.

Bref, opacité préliminaire, des prix, des ventes, des revenus. Les méthodes de l'*Esquisse* perdent de leur efficacité ; les deux cents premières pages de *La crise* doivent apporter des compléments qui seront précisés dans la partie appliquée.

En attendant l'introduction et la première partie s'emploient d'abord à poser les conclusions de l'*Esquisse* comme des résultats acquis. Les fluctuations temporelles, spécialement le cycle des prix, constituent toujours en principe le meilleur symptôme des structures d'ancien type, vigoureusement originales en regard du système industriel ; ce calendrier commande toujours celui des revenus, notamment en période de maxima saisonnier, cyclique et séculaire cumulés : « l'effet 1789 » était annoncé depuis l'*Esquisse*. Comme naguère enfin aucune autonomie n'est accordée à la conjoncture financière. Son étude ne doit pas figurer comme telle dans l'interprétation économique satisfaisante de la Révolution ; puisque l'étranglement fiscal et l'endettement public découlent en priorité de l'affaissement des capacités contributives, ce serait s'arrêter à mi-chemin causal, prendre l'apparence pour les réalités, décrire une économie « vulgaire » au sens de Marx.

Ces principes connus vont-ils suffire à l'examen des antécédents révolutionnaires ? Voici qu'ils apparaissent d'abord mal adaptés du point de vue de la chronologie. L'enquête est close maintenant en 1791. Il est vrai que l'effondrement statistique et la réforme administrative interdisent de prolonger ou de raccorder même des indices. Mais enfin 1791 est une année quelconque dans le mouvement séculaire comme dans le cycle. De son côté, le début de l'étude commence à une date floue comprise entre 1770 et 1778. Le souci de cerner des fluctuations légèrement ou franchement discordantes selon les secteurs productifs peut rendre compte de cette plage aux rives incertaines. De toute manière, l'unité de la recherche n'est plus assurée par la grille des mouvements périodiques, mais par le recours à une catégorie nouvelle, l'*intercycle*.

L'auteur le définit comme l'addition d'un premier cycle complet avec « partie ou tout » d'un second cycle. Il est donc clair que son existence ne peut être rigoureusement déduite de l'analyse

descriptive. Comment choisir *a priori* la partie ou le tout ? Ecartons les analogies qui viennent à l'esprit : la phase de Simiand, le mouvement Kondratieff, elles seraient artificielles à ce stade de la réflexion. Refusons de croire qu'un pur artifice de langage désigne ici le règne de Louis XVI. Il ne reste qu'une hypothèse ; l'intercycle possède une consistance économique propre, malgré sa nature accidentelle et presque exorbitante au regard du XVIII^e siècle.

Toutefois si les tenants et les aboutissants d'une telle perturbation peuvent être définis, un immense bénéfice intellectuel en résulte aussitôt, l'horizon quatre-vingt-neuf s'éclaire sur toute sa profondeur de champ. Les lointains économiques, vieux de quinze-vingt ans, d'où sont partis les groupes sociaux et les hommes politiques qui envahissent la scène, sont restitués. C.-E. Labrousse avait coutume de souligner ce retard du politique sur les faits sociaux et le retard du social ou de l'institutionnel sur l'économique.

La nature de l'explication dans les sciences sociales constitue donc bien l'enjeu de ce livre. Et comme souvent dans la tradition historique nationale, la compréhension de l'événement révolutionnaire en fixe la récompense. Ou bien la Révolution requiert une étude exclusivement politique ; dans ce cas la connaissance de l'homme en société que l'auteur cherche à construire depuis l'*Esquisse* est infirmée et la peine est perdue. Ou bien le politique est impuissant à rendre compte de sa propre genèse, alors 1789 appelle l'intercycle comme les calculs de Le Verrier, la planète inconnue. Mais il faut armer cette notion d'un contenu économique réaliste, donner à la fluctuation différentielle des revenus une assise qui dépasse celle des propensions repérées jusqu'ici, sortir en un mot des simples indices conjoncturels tirés du taux des prix, des rentes et des salaires.

A cette exigence répond l'examen de nouvelles sources. Elles concernent :

1 / *La production*. L'*Esquisse* n'avait retenu que le mouvement du textile pour confirmer sa contrariété avec les prix céréaliers. *La crise* aborde les graves difficultés documentaires du produit agricole et démontre le parti à tirer des Etats de récoltes. Les estimations en fractions d'année commune, disponibles depuis le milieu du XVIII^e siècle, sont inadaptées au repérage du mouvement

long et d'ailleurs le glissement en volume de cet indicateur passerait lui-même inaperçu. Mais en moyen terme — celui de l'intercycle éventuel —, avec des techniques de production stables, les quantités annuelles confirmées le cas échéant par la dîme en nature peuvent enfin être confrontées aux prix.

2 / *L'échange*. Si le commerce intérieur demeure inaccessible en volume global, les Etats des grandes foires annuelles du royaume enregistrent un indice des mouvements interrégionaux. Les données prix-quantités (par ex. les 270 articles de Beaucaire, le premier marché de France) et le rapport marchandises apportées / marchandises vendues permettent d'atteindre le profit sous certaines hypothèses. La balance du commerce extérieur forme d'autre part une série continue depuis le règne de Louis XV. Il faut être pointilleux sur les prix fixés par les Chambres de commerce et les quantités établies en douane, mais le mouvement global, les écarts entrées-sorties, la ventilation par postes de marchandises gardent leur valeur de baromètre.

3 / *Pour l'emploi*, la voie démographique reste ouverte. Elle ne mesure pas la population active, encore moins l'évolution du chômage ; cependant le mouvement général naissances, décès et mariages, d'après les relevés du contrôleur des finances Terray, signale un taux de pression et, compte tenu du décalage de génération, le flux variable d'offre de main-d'œuvre.

Ces quantités numériques nouvelles multiplient finalement les conditions restrictives auxquelles doivent satisfaire de possibles interprétations causales. Plus resserré chronologiquement, mieux alimenté en statistiques, l'intercycle peut autoriser une « modélisation » dense, attentive au réalisme des hypothèses. Par exemple, un fréquent usage des écarts entre le minimum mensuel de l'année la plus basse et le maximum mensuel du millésime le plus haut qui synthétise l'effet de toutes les variations périodiques ; ou encore le privilège réservé aux mouvements régionaux sur la courbe nationale trop compensatrice des écarts : c'est la répétition locale des mêmes équations de revenu qui constitue dorénavant le fait national intéressant ; ou bien enfin le recours aux catégories de l'Arithmétique politique : les surfaces de culture, les rendements, la ventilation du produit agricole selon ses emplois, le calcul de quantités solidaires telles que les budgets ressources - consommation des familles.

Était-il possible d'articuler toutes ces sources et méthodes entre elles, de les mener à la limite de leur rendement intellectuel ? Le secteur viticole donne la réponse.

Considérons des ensembles régionaux, le vignoble méridional, le vignoble continental, au sein desquels de nombreuses analogies — le climat, le régime de propriété, les techniques agricoles — permettent la substitution de données souvent défailtantes. Le procédé se justifie d'autant plus qu'il s'agit exclusivement de la production courante, celle qui assure le gagne-pain de quelque deux millions de vignerons et désaltère vingt-huit millions de sujets.

Inlassablement reprises vignoble par vignoble, le Dauphiné, le Languedoc, la Guyenne, ou bien l'Alsace, la Champagne, la Bourgogne, l'Anjou, toutes les démonstrations s'accordent entre elles. Le mouvement des quantités et des prix dont l'inversion est à peine décalée par les stocks ou la demande étrangère, dessine entre deux chertés exceptionnelles, 1778 et 1789-1791, un interminable marais de prix misérables, déprimés par la surabondance. Cycle peu commun, démesurément alangui ? Intercycle ? Puisque le constat est fait, la dénomination serait indifférente si cette perturbation ne devait être replacée dans le mouvement séculaire des prix 1733-1817. Dans ce cadre, trop de caractères l'opposent aux processus temporels courants pour l'y confondre. L'intercycle a valeur de signal, il souligne un événement rare dont les conséquences forment « une révolution. Non sans doute la Révolution »¹.

Toujours est-il que ce clignotant rouge n'enchantera que les ivrognes, le vigneron, lui, rafistole des tonneaux de fortune, se lamente dans sa cave pleine, scrute son chiffre d'affaires d'année en année.

Le mouvement du chiffre est accessible par la combinaison des flux prix-quantités et cette courbe essentielle pour l'analyse ultérieure des revenus aura finalement coûté cinquante pages de sources et cent-cinquante pages d'analyse à l'auteur². Idéalement, Quesnay l'avait déjà souligné pour les céréales, les meilleures scores seraient obtenus avec des récoltes moyennes et des bons prix, le « bon prix » physiocratique. L'occurrence est exceptionnelle dans l'intercycle. Aux deux extrémités l'effondrement des

(1) C.-E. Labrousse, *La crise...*, Introduction générale, p. XLVII.

(2) *Ibid.* Les documents : p. 215-265 ; l'analyse p. 267-422.

quantités a entraîné celui du chiffre d'affaires et dans le long intervalle de surabondance, la chute des prix a freiné sa remontée. C'est aller de Charybde en Scylla. La présence des stocks atténue à peine la perte en 1778 et 1789 ; elle aggrave la déroute dans l'entre-deux.

Résultat majeur depuis l'*Esquisse* et toujours valable : dans ces périodes de dérèglement de l'offre, les différences de revenu s'accroissent selon le statut des producteurs. Bien sûr les malheurs du ciel tombent sur tout le monde, même si la dispersion des parcelles, un savoir-faire rusé, des tailles opportunes, un binage persévérant, une vendange progressive peuvent retoucher certains désastres. La discrimination essentielle vient d'ailleurs, des positions sociales, du régime foncier, en un mot de la propriété. Trois figures principales : le seigneur, l'abbé, le citadin aisé qui recueillent une rente ; le propriétaire exploitant qui travaille à son compte et peut prétendre à un profit ; le métayer qui doit le partager.

En dépit de la terminologie concrète qui semble faire coïncider ces catégories avec des groupes de personnes bien identifiées dans le royaume, la distinction n'est pas de nature sociologique. Pas plus que dans l'*Esquisse*, il n'existe pour l'instant d'enquête sur les volumes humains concernés, de hiérarchie des exploitations, de croisement de leurs tailles avec le statut des exploitants, de résultats macro-économiques sur la répartition des revenus. Les notions utilisées viennent d'un autre horizon théorique. Raisonner sur l'évolution des rentes, profits, salaires (accessoirement pour les travaux à façon), c'est encore choisir l'analyse fonctionnelle, de nature micro-économique, c'est partir de l'unité de production.

Les économistes reconnaissent immédiatement ici la ligne de partage qui sinue entre les théories traditionnelles du revenu¹. Pour quelques chapitres de plus, C.-E. Labrousse adopte donc l'optique d'A. Smith et de J.-B. Say. Comme eux, il a d'abord envisagé les prix, et ce sont les composantes du prix : rente, profit, salaire, qui règlent en dernière instance la répartition. Puisque toute production se résout en un mélange variable des trois facteurs, les agents qui les ont fournis sous forme de terre, capital et travail sont rémunérés au prix du marché selon leurs apports. Il va de soi que ces agents sont des entités économiques : le rentier,

(1) Jean Marchal, J. Lecaillon, *La répartition du revenu national*, Paris, 4 vol., 1958-1970 ; spécialement t. III, *Les modèles*.

l'exploitant propriétaire ou locataire. L'hypothèse que puissent se trouver fréquemment réunis dans la même main des mélanges variables de facteurs de production n'est pas envisagée. A ce partage on n'ajoutera pas non plus les effets d'une répartition secondaire qui se réaliserait par exemple à travers la fiscalité directe.

Il est vrai que l'application empirique trouve assez d'obstacles en chemin pour retenir provisoirement toute l'attention. Le principe de discrimination des revenus est simple cependant. Des frais fixes, des charges non proportionnelles amputent différemment, et de plus en plus lourdement, la part du chiffre d'affaires qui rémunère les agents lorsqu'on descend du rentier au métayer. Mais le calcul doit être fait année par année, catégorie par catégorie sur indice.

Ce faisant surgissent des difficultés auxiliaires. Comment prendre en compte la réalisation des stocks du grand rentier ? Un nouvel indice, celui des exportations à Bordeaux, servira d'indicateur de mouvement¹. S'agit-il des fluctuations du taux de profit des métayers ? C'est en bonne logique le rapport profit/capital productif. Le capital productif fait défaut ; on se contentera d'un « symptôme » éloigné de ce taux en formant le rapport frais de culture/chiffres d'affaires ; ce dernier varie en moyenne comme le capital productif, compte tenu des vieilles techniques agricoles².

Le lecteur ne saurait dépenser trop de temps à l'examen des annexes où C.-E. Labrousse, comme dans un cahier de laboratoire, donne le protocole de ses observations. Neuf opérations sur indice vont permettre d'extraire par exemple la série annuelle du profit de métayer, conçu comme un reliquat du chiffre d'affaires. Ces soustractions en chaîne se présentent typiquement comme la formule développée de la comptabilité physiocratique. Il faut enlever successivement les 50 % du bailleur, les dîmes et droits seigneuriaux à 10 %, les frais fixes à 15 % de la part du métayer, les frais proportionnels (vendange et pressoirs) à 9,33 % du chiffre d'affaires, les tonneaux et les Aides à 15 % de la part du métayer, nette des dîmes et droits seigneuriaux³.

Avec ces procédés homogènes d'élaboration, rentes et profits présentent des écarts indiciels dont l'amplitude définit précisé-

(1) C.-E. Labrousse, *La crise...*, p. 515 sq.

(2) *Ibid.*, p. 537, en note.

(3) *Ibid.*, p. 548-549.

ment l'intercycle recherché et désormais attesté. Est-il nécessaire maintenant de quitter la répartition fonctionnelle pour la répartition sociologique des revenus ? De revenir en somme à l'autre tradition analytique : Quesnay, Ricardo, Stuart Mill ? Il suffit de s'assurer que ses résultats éventuels ne réfuteront pas les précédents. L'épreuve en est faite au chapitre V du livre II et l'appui des arithméticiens Young, Lavoisier permet d'obtenir à tout le moins une probabilité qualitative de conformité : « Les catégories économiques correspondent à des catégories sociales. »¹

Pour ne pas être jugée réductrice, cette proposition capitale mérite cependant un surcroît de preuves indépendantes des précédentes. Des observations sociopolitiques pourraient les administrer si leur degré d'autonomie était suffisamment précisé. Supposons cette ultime épreuve réussie, l'interprétation économique de la Révolution aura trouvé du même coup ses paradigmes. C'est l'objet du chapitre dernier de *La crise*. La chaîne des inférences qui attestent à la fois des liens, éventuellement des solutions de continuité, de l'Economique au Politique mérite en ce cas une extrême attention. C'est une manière de penser la Révolution qui rivalise dès lors avec d'autres.

1 / Au point de départ, la conjoncture intercyclique des prix et revenus. Personne ne la maîtrise évidemment. L'accident surgit d'aléas naturels et de structures de production rigides à moyen terme. Un exemple symbolique : l'étiage du chiffre d'affaires se place en 1786 ; c'est aussi l'année où le contrôleur général des finances Calonne fonde en vain un Comité d'agriculture pour remonter la pente. Le hasard veut que Lavoisier y soit appelé et qu'il puisse témoigner de ses expériences agronomiques ; il s'est installé en 1778 dans le pays de Blois ; c'est exactement le début de l'intercycle, nous seuls le savons. Entre-temps, 120 000 livres d'investissement supplémentaire n'ont pas produit 5 % de profit². On imagine ce qui est arrivé aux petits tenanciers. Les travaux du Comité ont multiplié de semblables constats d'impuissance.

(1) *Ibid.*, p. 581.

(2) Lavoisier, *De la richesse territoriale du royaume de France*, texte et documents présentés par J.-C. Perrot, Paris, 1988. Cf. « Résultats de quelques expériences d'agriculture et réflexions sur leurs relations avec l'Economie politique, 1787 », p. 207 sq.

2 / La conjoncture commande les niveaux de vie. La démonstration se tire des chapitres où C.-E. Labrousse a converti les revenus nominaux en pouvoir d'achat exprimé par des biens de consommation. L'écart nominal s'y trouve encore aggravé en termes réels.

3 / L'évolution des niveaux de vie écartèle la condition des personnes dans la société au profit des extrêmes : douceur de vivre, misère des temps, tout est vrai. Le mouvement centrifuge s'opère aux marges de chaque groupe : le petit métayer sera le vagabond du lendemain. Ainsi les perturbations de niveau déterminent à tout instant le volume des catégories sociales et leur hiérarchie.

4 / Ces fluctuations engendrent des logiques de situation et par conséquent des conduites nouvelles. Il est indifférent que l'agrégation de tels choix produise des effets collectifs voulus ou surprenants — c'est l'hypothèse de l'individualisme méthodologique — ou bien que ces phénomènes de groupe résultent d'une conscience commune qui s'impose à chacun — c'est l'hypothèse de Durkheim que C.-E. Labrousse d'ailleurs pratiquait rarement.

Mais il faut relever le déplacement des méthodes. Dans les propositions précédentes, les groupes sociaux sortaient des classifications de l'économiste, construites sur le critère « objectif » du statut dans la production. Le tri repose maintenant sur les horizons sociaux et les conduites partagées par les intéressés ; il enregistre leur comportement « subjectif ». Les deux types de classement sont peut-être associables terme à terme, mais comme ce parallélisme est dépourvu de fondement nécessaire, il peut jouer le rôle de preuve indépendante et démontrer une forme d'enchaînement Economie-Société, Société-Politique dans lequel chaque niveau sera symptôme des autres. Le rapport entre les deux définitions des classes sociales devient décisif.

5 / Admettons que le sentiment des individus ou des groupes sociaux, au deuxième sens du terme, en un mot si l'on veut « la conscience de classe », ne puisse être adéquat aux circonstances. La société du XVIII^e siècle n'aura pas reconnu l'intercycle et sans doute elle est obscure à elle-même. Mais chacun prend la mesure de ses heurs et malheurs et cette hypothèse n'impose pas davantage le sacrifice de la rationalité des acteurs. La réaction « féodale » est tout à fait rationnelle si la rente seigneuriale s'avère spéciale-

ment fructueuse ; qui peut anticiper la nuit du 4 août ? L'assaut des petits vigneron contre la fiscalité indirecte ne l'est pas moins ; il s'agit d'encourager la consommation, de résorber le trop-plein, de relever le bénéfice ; les mécontents ont-ils pensé qu'ultérieurement la hausse de la taille ou de la capitation leur reprendrait l'avantage ? Non, certainement.

Ainsi la société ne voit pas, ne dit pas tout ce qu'elle est, mais ce qu'elle dit, peu importe, montre où elle en est. Les discours fiscaux ou politiques ne révèlent pas des causalités, ils portent des signes. Proposent-ils des stratégies pour sortir de la crise, celles-ci sont peut-être fausses, elles sont pour le moins triviales. Le clergé tolère l'abolition des octrois, mais il veut la dîme, les nobles la sacrifieraient, cependant ils tiennent au champart, les bourgeois s'en moquent, mais ils ne démordront rien des baux de métayage, etc.

Le découpage des arguments n'en identifie pas moins des groupes qui s'accordent à la fois à la grille des catégories économiques dont ils vérifient la pertinence et au tableau des forces politiques dont ils font entrevoir les dynamiques contradictoires. Finalement la continuité de l'enchaînement s'appuie sur de fortes présomptions déductives. Puis des observations indépendantes opérées aux deux extrémités de la liaison éventuelle Economie-Politique s'articulent effectivement les unes aux autres à mi-parcours. Voici l'économie pleinement autorisée à entrer dans une interprétation de la Révolution : elle détermine le volume et les frontières des catégories sociales, au premier sens du terme. Voici d'autre part le Politique en interdépendance avec l'Economique : il munit ces catégories sociales des logiques interprétatives qui, même illusoires, rendent compte de leurs conduites.

L'ouvrage de 1944 s'arrête sur ce plaidoyer : les faux procès du moment intentés à la Monarchie, toutes ces listes socialement différenciées de griefs fiscaux viennent de corroborer les véritables antécédents économiques de 1789. Les hommes en sortent acquittés, mais non la structure de la société ; l'histoire de C.-E. Labrousse rejoint là, silencieusement, son éthique de la vie collective.

Jamais nous ne lisons la synthèse qui devait conclure ce grand

livre. De brèves indications éparses dans un article fameux de 1948¹, l'intérêt que l'auteur portait aux Cahiers des états généraux qui transforment en *Common Knowledge* le for intérieur des Français, son admiration pour *La Grande peur* de G. Lefebvre, ce véritable traité des phantasmes mimétiques, font pressentir combien l'œuvre achevée se serait approchée du présent, des sciences de l'homme en société aujourd'hui.

J.-C. PERROT.

(1) C.-E. Labrousse, 1848, 1830, 1789, Comment naissent les révolutions, *Actes du Congrès historique du Centenaire de la révolution de 1848*, Paris, 1948, p. 1-20.